

REPUBLIQUE DU NIGER
COUR D'APPEL DE NIAMEY
TRIBUNAL DE COMMERCE DE NIAMEY

AUDIENCE PUBLIQUE ORDINAIRE DU 05 DECEMBRE 2018

**JUGEMENT
COMMERCIAL
N° 180 du
05/12/2018**

Le Tribunal de Commerce de Niamey en son audience publique ordinaire du cinq décembre deux mil dix-huit, statuant en matière commerciale tenue par Monsieur **RABIOU ADAMOU**, Président de la 3^{ème} chambre; **Président**, en présence de Messieurs **IBBA HAMED** et **Mme DIORI MAIMOUNA**, tous deux juges consulaires ; avec l'assistance de Maître **SIDDO BOUREIMA**, **Greffier**, a rendu le jugement dont la teneur suit :

**CONTRADICTOI
RE**

ENTRE

AFFAIRE :

**DAME
BALKISSA
CHEKOU**

DAME BALKISSA ADAMOU CHEKOU née le 19/07/1970 à Niamey, de nationalité nigérienne, domicilié à Niamey ; assistée du cabinet d'Avocat Nabara, Avocat à la cour, zone de la Radio ORTN 130, Rue OR 20.BP. 12571 TEL 00227 20651246 96902848

DEMANDERESSE

D'UNE PART

C/

**ECOBANK
NIGER SA**

SOCIETE ECOBANK NIGER SA société anonyme avec conseil d'Administration, au capital social de 10.961.900.000 FCFA, ayant son siège social à Niamey, Angle Boulevard de la liberté et rue des bâtisseurs, BP 13804 ? immatriculé au RCCM sous le numéro –NI-NIM 2003 B 818, agissant par l'organe de son Directeur Général, assistée de la SCPA MANDELA, Avocats associés, 468, Avenue des Zarmakoy, BP 12040, TEL 20 75 50 91/20 75 55 83 au siège de laquelle domicile est élu pour la présente et ses suites ;

DEFENDERESSE

D'AUTRE PART

Faits procédure, prétentions et moyens des parties

Par requête en date du 18 septembre 2018, Dame Balkissa Adamou Chékou, assistée de Me Yacouba Nabara, Avocat à la Cour, Tel : 20.65.12.46 assignait Ecobank Niger S.A, assistée de la SCPA MANDELA, Tel : 20.75.50.91 à comparaitre devant le tribunal de céans aux fins de :

- De déclarer Ecobank Niger S.A responsable des préjudices subis par elle ;

- Condamner Ecobank à lui payer la somme de 30.000.000 FCFA à titre des dommages et intérêts ;
- Ordonner l'exécution provisoire de la décision à intervenir ;

Elle explique qu'elle est cliente de Ecobank Niger où elle est titulaire d'un compte n° 11160145861 ; courant année 2017, elle a fait l'objet d'une poursuite pour faits présumés de Blanchiment de capitaux par le Pôle Economique et financier du TGI/HC/NY sur la base d'une déclaration de soupçon par la CINTIF ; son compte fut ainsi bloqué par Ecobank Niger par décision du juge chargé d'instruire l'affaire ; suite à une ordonnance de non-lieu en date du 09 juillet 2018 en sa faveur, le juge a ordonné également la levée des mesures conservatoires opérées sur son compte bancaire ; par acte d'huissier en date du 17 juillet 2018, elle signifiait ladite ordonnance à Ecobank qui lui remet une décharge le même jour ;

A la date du 28 aout 2018, soit plus d'un mois après la réception de l'ordonnance de non-lieu, son compte restait toujours bloqué ; il a fallu qu'elle engage une poursuite pénale contre le responsable juridique de cette banque et suite à l'intervention du Procureur de la République pour que son compte soit débloqué ; elle est restée tout ce temps, privée de son argent injustement, et elle avait des créanciers qui lui faisaient pression et d'autres préoccupations à gérer ; elle invoque à l'appui de sa demande en réparation du préjudice qu'elle a subi les articles 1348 et 1382 du code civil ;

En réplique, Ecobank Niger estime que l'ordonnance du juge d'instruction qui n'est pas revêtu de la formule exécutoire ne vaut pas titre exécutoire au sens de l'article 33 de L'AUPSRVE ; l'ordonnance du juge d'instruction n'étant pas passée en force de chose jugée puisque susceptible jusqu'ici d'appel du Procureur Général près la cour d'Appel ;

Dame Balkissa ne prouve pas avoir subi un préjudice patrimonial comme le précise l'article 24 du code de procédure civile ; les éléments du préjudice doivent donc être établis à partir de données concrètes et vérifiables par le juge lui-même ; l'article 1149 du code civil évalue les dommages intérêts d'après la perte par le créancier et le gain qu'il a manqué, d'où il s'en suit qu'en l'absence de perte ou de manque à gagner, c'est-à-dire de préjudice, il n'y a pas lieu à « responsabilité contractuelle »

La requérante n'apporte pas la preuve d'un lien de causalité entre le prétendu préjudice patrimonial qu'elle aurait subi et Ecobank Niger ; la preuve de la relation de cause à effet s'établit par tous moyens encore faut-il qu'il ne s'agisse pas de simples hypothèses comme c'est le cas d'espèce (Cass Civ, 26/04/1948 Gaz pal. 1948, 2...)

Dame Balkissa dans sa réplique estime que la responsabilité civile de Ecobank est engagée ;

Ecobank sollicite en réplique que Dame Balkissa soit déboutée de toutes ses demandes fins et conclusions ;

Motifs de la décision

En la forme

Les parties ont comparu à l'audience par l'organe respectif de leurs conseils ; qu'il y a lieu de statuer contradictoirement à leur égard ;

La requête de dame Balkissa a été introduite dans les conditions de forme et délai de la loi, il y a lieu de la recevoir ;

Au fond

Sur la responsabilité de la banque

Suivant les dispositions de l'article 1382 du code civil, « tout fait quelconque de l'homme qui cause un dommage à autrui, oblige celui par la faute duquel, il est arrivé à le réparer » ;

Ledit article consacre ainsi le principe de la responsabilité contractuelle dont la mise en œuvre nécessite la réunion de trois conditions cumulatives à savoir : l'existence d'une faute, d'un préjudice et d'un lien de causalité entre les deux éléments ;

Spécialement, s'analyse en une faute, tout fait portant atteinte à un droit personnel en méconnaissant une disposition légale ou en violant les règles morales ;

En l'espèce, il résulte des faits constants que nonobstant l'ordonnance de non-lieu et l'attestation de non appel à elle notifiée, Ecobank a résisté à la demande de paiement de sa cliente dame Balkissa CHEKOU, alors même que son statut de déposant l'oblige à restituer les fonds sous peine d'engager sa responsabilité ;

Depuis le 18 aout 2018, date à laquelle elle avait eu notification de l'ordonnance du juge d'instruction, elle n'avait plus le droit de garder par devers elle les sommes appartenant à la requérante ;

Une telle résistance tout en lésant les intérêts financiers de la requérante viole les dispositions de l'article 125 du règlement de l'UEMOA relatif aux instruments de paiement qui sanctionne le refus de paiement d'un chèque régulièrement émis dès lors que ledit chèque ne rentre pas dans la situation où le tiré pouvait s'opposer au paiement ;

Elle a dû recourir au service d'un avocat pour engager une plainte pour refus d'exécution d'une décision de justice, il a fallu l'intervention du procureur de la République pour que le compte soit débloqué ;

Ce retard accusé par la banque s'analyse en une faute contractuelle en ce que le motif du refus de payer est inopérant compte tenu de la notification de la décision de non-lieu et de l'attestation de non appel faite à elle depuis le 18 juillet 2018 ;

De tout ce qui précède, il y a lieu de conclure à l'existence d'une faute commise par Ecobank Niger ;

Consécutivement à cette faute, dame Balkissa a subi un préjudice certain résultant du manque à gagner, en ce qu'elle n'a pu disposer de ses fonds pour faire face à ses besoins et honorer ses engagements avec ses partenaires ;

Il y a manifestement un trouble de jouissance occasionné par l'attitude Ecobank Niger à dame Balkissa qu'il convient de sanctionner ;

Sur la réparation

Dame Balkissa CHEKOU réclame le paiement de la somme de trente (30) millions à titre de dommages et intérêts ;

Aux termes de l'article 1147 du code civil : « le débiteur est condamné, s'il y a lieu aux dommages et intérêts, soit en raison de l'inexécution de l'obligation, soit à raison du retard dans l'exécution toutes les fois qu'il ne justifie pas que l'inexécution provient d'une cause étrangère qui ne peut lui être imputée, encore qu'il n'ait aucune mauvaise foi de sa part » ;

L'article 1915 du même code stipule : « le dépôt, en général, est un acte par lequel on reçoit la chose d'autrui, à la charge de la garder et de la restituer en nature » ;

Il résulte de cette disposition que la principale obligation du dépositaire est la garde de la chose et ensuite sa restitution sous peine d'engager sa responsabilité, il est soumis à une obligation de faire dont la violation est sanctionnée par le paiement des dommages et intérêts conformément à l'article 1142 du code civil ;

Il est constant en l'espèce que le compte de Dame Balkissa Adamou Chékou n'a pas été débloqué par Ecobank malgré la signification par voie d'huissier la décision du juge ordonnant la levée des mesures conservatoires sur ledit compte ; ledit blocage n'a pas permis à la requérante d'entrer en possession de son argent ;

Ecobank Niger n'a pas non plus apportée la preuve que l'inexécution n'est pas dû à son fait

Il y a lieu dès lors de sanctionner ce comportement fautif d'Ecobank Niger en la condamnant au paiement des dommages et intérêts ;

Cependant, le montant de trente (30) millions réclamé paraît exagéré, il y a lieu de la ramener à des justes proportions en le fixant à la somme de cinq (5) millions ;

Sur l'exécution provisoire

Dame Balkissa Chékou sollicite l'exécution provisoire de la présente décision ;

La loi n°2015-08 du 10 avril 2015, fixant l'organisation, la compétence, la procédure à suivre et le fonctionnement des tribunaux de commerce en République du Niger dispose en son article 52 al.1 dispose : « L'exécution provisoire du jugement est de droit lorsque le taux du litige est inférieur à deux cent millions (200.000.000) de francs CFA » ;

En l'espèce le montant de la demande est de 30.000.000 de francs CFA , donc inférieur au montant prévu par ledit texte , dès lors, il y'a lieu d'ordonner l'exécution provisoire sollicitée ;

Sur les dépens

Ecobank Niger a succombé à l'instance ; qu'il y'a lieu de la condamner aux dépens conformément à l'article 391 du code de procédure civile ;

Par ces motifs

Le Tribunal,

Statuant publiquement, contradictoirement et en premier ressort ;

- **Reçoit l'action de Dame Balkissa Adamou Chékou régulière en la forme ;**
- **Au fond, déclare Ecobank Niger S.A responsable des préjudices subis par la requérante ;**
- **Condamne Ecobank Niger S.A à verser à Dame Balkissa Adamou Chekou la somme de cinq millions (5000.000) FCFA à titre des dommages et intérêts ;**
- **Ordonne l'exécution provisoire de la présente décision ;**
- **Condamne Ecobank Niger S.A aux dépens ;**

Aviser les parties qu'elles disposent d'un (01) mois pour se pourvoir en cassation à compter du prononcé de la présente décision par dépôt de requête au greffe du tribunal de céans.

